



**COMMISSION DE DISCIPLINE – AUDIENCE DU 10 DECEMBRE 2024**  
**DECISION n° SDU/2024-012**

Affaire : Mme XXX, étudiante à l'Université de Picardie Jules Verne, née le .....

Dossier enregistré sous le n° **SDU/2024-012**

Etant présents :

Professeurs et personnels assimilés :

- Mme Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN, Présidente de la section disciplinaire

Maître de conférences :

- M. Olivier BALEDEMENT

Etudiants :

- M. Sofiane CASISA

- Mme Hana CACHEUX

**Vu** le code de l'éducation et notamment les articles L. 811-5, L. 811-6 et R. 811-10 à R. 811-42 ;

**Vu** la saisine de la section disciplinaire par le Président de l'université de Picardie Jules Verne en date du 19 juin 2024 ;

**Vu** la désignation de la commission de discipline ;

**Vu** la désignation du rapporteur et du rapporteur adjoint ;

**Vu** la convocation de la commission de discipline ;

**Vu** le rapport d'instruction rédigé par M. David CHATAUR, rapporteur, et l'ensemble des pièces portées au dossier ;

**Vu** la convocation de l'intéressée adressée par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 9 octobre 2024.

**Vu** le report de la commission de discipline dont l'intéressée a été informée par mail en date du 6 novembre 2024 ;

**Vu** la convocation de l'intéressée adressée par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 21 novembre 2024 ;

Le dossier et le rapport ayant été tenus à la disposition de l'étudiante et des membres de la commission de discipline au moins dix jours francs avant la date de comparution devant la commission de discipline ;

La commission de discipline s'étant réunie en séance non publique ;

Mme XXX s'étant présentée seule à l'audience ;

Après qu'il a été fait lecture du rapport d'instruction par Mme Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN ;

Après avoir entendu l'étudiante, ainsi que les échanges entre la commission de discipline et l'étudiante, cette dernière ayant eu la parole en dernier ;

Après que l'étudiante s'est retirée ;

\*\*\*\*\*

### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

Considérant que le Président de l'Université de Picardie Jules Verne a, par courrier daté du 19 juin 2024, demandé à la Présidente de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers de réunir ses membres pour lui soumettre le cas de **Mme XXX**, demeurant [REDACTED], inscrite en Licence 1 Droit, à l'UFR de Droit et Science Politique, pour suspicion de fraude durant l'examen d'ISP (groupe A) du 2 mai 2024 par l'utilisation de feuilles de brouillon de couleurs différentes ;

Considérant que dans le procès-verbal d'incident concernant l'examen d'ISP qui a eu lieu le 2 mai 2024, Mme AAA, surveillante de l'épreuve, rapporte qu'elle a constaté « la présence de feuilles de brouillons de couleurs différentes, deux vertes et un rose », ce qui n'aurait pas dû être le cas « chaque copie ayant deux feuilles de brouillon de même couleur » ;

Considérant que Mme AAA précise également que « les écritures diffèrent » sur deux des feuilles de brouillon saisies (une verte et une rose) ;

Considérant qu'en sus des différences d'écriture, la section disciplinaire constate également que la feuille de brouillon verte a été rédigée à l'encre noire tandis que la feuille de brouillon rose a été majoritairement rédigée à l'encre bleue, seules les quatre dernières lignes étant écrites en noir ;

Considérant que la section disciplinaire observe également une différence de rédaction dans les deux feuilles de brouillon, la verte comportant des informations mises bout à bout ainsi que des mots clés, tandis que la rose est davantage structurée et rédigée ;

Considérant que devant la commission de discipline, l'intéressée ne reconnaît pas être à l'origine d'une fraude à l'examen d'ISP en date du 2 mai 2024, expliquant ne pas être la seule étudiante à avoir eu des feuilles de brouillon de couleurs différentes lors de la distribution des copies, argument étayé à l'aide de deux lettres de témoignages qu'a fournies l'étudiante par courrier électronique seize minutes avant le début de l'audience ;

Considérant que l'étudiante explique la différence des écritures présentes sur les feuilles de brouillon par le fait qu'elle ne possède pas d'écriture fixe et la différence des couleurs d'encre par le fait que son stylo noir ne fonctionnant plus, elle a dû poursuivre sa rédaction avec un stylo bleu ;

Considérant que l'intéressée explique la différence de rédaction par le fait qu'elle ait commencé par mettre des informations « comme ça » sur la feuille de brouillon verte et qu'elle ait ensuite rédigé les mêmes informations de manière plus précise sur la feuille de brouillon rose afin de faciliter la composition de sa copie d'examen ;

Considérant que les feuilles de brouillon ne comportent aucun signe de faiblesse de l'encre noire, ce qui laisse présager que le stylo fonctionnait contrairement à ce qu'affirme l'étudiante, d'autant plus que les quatre dernières lignes de la feuille de brouillon rose ont été écrites à l'encre noire ;

Considérant que contrairement à ce qu'indique l'intéressée, la feuille de brouillon rose ne contient pas une rédaction plus précise des informations indiquées sur la feuille de brouillon verte mais contient au contraire des éléments très différents, qui font songer au brouillon d'une autre copie ;

Considérant que la différence de couleur des feuilles de brouillon ainsi que les différences d'écritures, de couleurs d'encre, de style rédactionnel et de contenus présents sur les deux feuilles de brouillon litigieuses laissent présager la récupération par l'étudiante de la feuille de brouillon d'un(e) camarade durant l'épreuve ;

Considérant que conformément à la charte des examens de l'Université de Picardie Jules Verne, le fait d'être en possession d'un téléphone portable, de notes de cours ou de tout autre document écrit non autorisé pendant une épreuve est strictement prohibé, sans qu'il soit nécessaire d'établir ni la nature ni la finalité de cette utilisation ;

Considérant que l'institution universitaire est tenue de garantir la régularité des conditions dans lesquelles sont obtenus les diplômes qu'elle délivre, et que, dès lors, elle se doit de sanctionner tout comportement frauduleux commis à l'occasion d'un examen.

### **PAR CES MOTIFS,**

**Article 1 :** La commission de discipline décide à l'unanimité de prononcer à l'encontre de **Madame XXX :**

#### **Une exclusion de huit mois ferme de l'Université de Picardie Jules Verne**

**Article 2 :** En application de l'article R.811-36 du code de l'éducation, cette sanction entraîne la nullité de l'épreuve pour laquelle la fraude a été constatée.

**Article 3 :** Cette sanction prend effet au jour de la notification de la présente décision et est exécutoire nonobstant appel.

**Article 4 :** La présente décision sera notifiée à l'intéressée et adressée au Président de l'UPJV ainsi qu'au Recteur de Région académique.

**Fait à Amiens, le lundi 16 décembre 2024**

**La Présidente  
de la Commission de discipline**



**Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN**

**Le secrétaire de séance**



**Nicolas LEVIEUX**

#### *Voies et délais de recours*

*Si vous estimez que cette décision est irrégulière, vous pouvez former un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens, dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Le tribunal peut être saisi au moyen de l'application informatique télerecours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*



**COMMISSION DE DISCIPLINE – AUDIENCE DU 10 DECEMBRE 2024**  
**DECISION n° SDU/2024-016**

Affaire : M. XXX, étudiant à l'Université de Picardie Jules Verne, né le [REDACTED].

Dossier enregistré sous le n° **SDU/2024-016**

Etant présents :

Professeurs et personnels assimilés :

- Mme Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN, Présidente de la section disciplinaire

Maître de conférences :

- M. Olivier BALEDENT

Etudiants :

- M. Sofiane CASISA

- Mme Hana CACHEUX

**Vu** le code de l'éducation et notamment les articles L. 811-5, L. 811-6 et R. 811-10 à R. 811-42 ;

**Vu** la saisine de la section disciplinaire par le Président de l'université de Picardie Jules Verne en date du 19 juin 2024 ;

**Vu** la désignation de la commission de discipline ;

**Vu** la désignation du rapporteur et du rapporteur adjoint ;

**Vu** la convocation de la commission de discipline ;

**Vu** le rapport d'instruction rédigé par Mme Isaure BOITEL, rapporteuse, et l'ensemble des pièces portées au dossier ;

**Vu** la convocation de l'intéressé adressée par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 9 octobre 2024 ;

**Vu** le report de la commission de discipline dont l'intéressé a été informé par mail en date du 4 novembre 2024 ;

**Vu** la convocation de l'intéressé adressée par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 21 novembre 2024.

Le dossier et le rapport ayant été tenus à la disposition de l'étudiant et des membres de la commission de discipline au moins dix jours francs avant la date de comparution devant la commission de discipline ;

La commission de discipline s'étant réunie en séance non publique ;

M. XXX s'étant présenté seul à l'audience ;

Après qu'il a été fait lecture du rapport d'instruction par Mme Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN ;

Après avoir entendu l'étudiant, ainsi que les échanges entre la commission de discipline et l'étudiant, ce dernier ayant eu la parole en dernier ;

Après que l'étudiant s'est retiré ;

\*\*\*\*\*

### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

Considérant que le Président de l'Université de Picardie Jules Verne a, par courrier daté du 19 juin 2024, demandé à la Présidente de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers de réunir ses membres pour lui soumettre le cas de **M. XXX**, demeurant [REDACTED], inscrit en Portail 1 Economie et Gestion à l'UFR d'Economie-Gestion, pour harcèlement moral envers un camarade ;

Considérant que dans le rapport d'incident en date du 19 avril 2024, M. AAA, enseignant vacataire, rapporte que Messieurs XXX et YYY, qu'il ne connaît pas par ailleurs puisqu'il ne les a pas en cours, ont harcelé dans le couloir leur camarade M. ZZZ à deux reprises, soit le 19 mars 2024 en lui faisant croire qu'une évaluation était prévue ce jour-là et le 26 mars 2024 en lui faisant croire qu'il n'y avait pas contrôle alors qu'une évaluation était bel et bien prévue ce jour-là ;

Considérant que M. AAA précise dans ledit rapport que l'objectif de Messieurs XXX et YYY était de mettre leur camarade « dans une situation de stress et de l'énervé » en insistant sur leur farce, ce qui aurait entraîné une perte de moyens chez M. ZZZ qui leur aurait alors répondu : « ce n'est pas la première fois que vous essayez de m'énervé, vous faites tout pour que je loupe mon année » ;

Considérant qu'il convient de préciser que M. ZZZ est atteint de troubles du spectre de l'autisme ;

Considérant que devant la commission de discipline, l'intéressé reconnaît avoir connaissance des différences comportementales induites par le handicap dont est porteur son camarade mais nie toute intention de harceler moralement ce dernier, expliquant avoir simplement essayé de faciliter son intégration au sein de leur groupe de travaux dirigés à travers des blagues occasionnelles ;

Considérant que l'étudiant précise qu'il n'avait aucune intention de blesser ou stresser son camarade, d'autant plus qu'en raison de sa pathologie il aurait lui-même souffert d'isolement et de discrimination dans sa jeunesse ;

Considérant que l'intéressé ajoute que le 26 mars 2024, il ne faisait pas partie de la conversation qui a eu lieu entre Messieurs YYY et ZZZ, puisqu'il était assis à quelques mètres d'eux en train de réviser avec ses écouteurs, qu'il a simplement ri nerveusement en voyant M. ZZZ perdre ses moyens et qu'il n'a donc pas prononcé les mots que M. AAA relate dans le rapport d'incident précité ;

Considérant que l'étudiant soutient qu'il a encore des échanges occasionnels avec M. ZZZ à ce jour et que ce dernier n'a donné aucune suite aux questions adressées par Mme Isaure BOITEL, rapporteuse du dossier ;

Considérant que la section disciplinaire estime que les éléments probants permettant de qualifier les faits de harcèlement moral sont insuffisants ;

**PAR CES MOTIFS,**

**Article 1 :** La commission de discipline décide à l'unanimité de prononcer à l'encontre de **Monsieur XXX :**

**Une relaxe**

**Article 2 :** La présente décision sera notifiée à l'intéressé et adressée au Président de l'UPJV ainsi qu'au Recteur de Région académique.

**Fait à Amiens, le lundi 16 décembre 2024**

**La Présidente  
de la Commission de discipline**



**Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN**

**Le secrétaire de séance**



**Nicolas LEVIEUX**

*Voies et délais de recours*

*Si vous estimez que cette décision est irrégulière, vous pouvez former un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens, dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Le tribunal peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*



**COMMISSION DE DISCIPLINE – AUDIENCE DU 10 DECEMBRE 2024**  
**DECISION n° SDU/2024-015**

Affaire : M. XXX, étudiant à l'Université de Picardie Jules Verne, né le .....

Dossier enregistré sous le n° **SDU/2024-015**

Etant présents :

Professeurs et personnels assimilés :

- Mme Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN, Présidente de la section disciplinaire

Maître de conférences :

- M. Olivier BALEDENT

Etudiants :

- M. Sofiane CASISA

- Mme Hana CACHEUX

**Vu** le code de l'éducation et notamment les articles L. 811-5, L. 811-6 et R. 811-10 à R. 811-42 ;

**Vu** la saisine de la section disciplinaire par le Président de l'université de Picardie Jules Verne en date du 19 juin 2024 ;

**Vu** la désignation de la commission de discipline ;

**Vu** la désignation du rapporteur et du rapporteur adjoint ;

**Vu** la convocation de la commission de discipline ;

**Vu** le rapport d'instruction rédigé par Mme Isaure BOITEL, rapporteuse, et l'ensemble des pièces portées au dossier ;

**Vu** la convocation de l'intéressé adressée par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 9 octobre 2024 ;

**Vu** le report de la commission de discipline dont l'intéressé a été informé par mail en date du 4 novembre 2024 ;

**Vu** la convocation de l'intéressé adressée par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 21 novembre 2024.

Le dossier et le rapport ayant été tenus à la disposition de l'étudiant et des membres de la commission de discipline au moins dix jours francs avant la date de comparution devant la commission de discipline ;

La commission de discipline s'étant réunie en séance non publique ;

M. XXX s'étant présenté seul à l'audience ;

Après qu'il a été fait lecture du rapport d'instruction par Mme Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN ;

Après avoir entendu l'étudiant, ainsi que les échanges entre la commission de discipline et l'étudiant, ce dernier ayant eu la parole en dernier ;

Après que l'étudiant s'est retiré ;

\*\*\*\*\*

### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

Considérant que le Président de l'Université de Picardie Jules Verne a, par courrier daté du 19 juin 2024, demandé à la Présidente de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers de réunir ses membres pour lui soumettre le cas de **M. XXX**, demeurant [REDACTED], inscrit en Portail 1 Economie et Gestion à l'UFR d'Economie-Gestion, pour harcèlement moral envers un camarade ;

Considérant que dans le rapport d'incident en date du 19 avril 2024, M. AAA, enseignant vacataire, rapporte que Messieurs XXX et YYY, qu'il ne connaît pas par ailleurs puisqu'il ne les a pas en cours, ont harcelé leur camarade M. ZZZ à deux reprises dans le couloir, soit le 19 mars 2024 en lui faisant croire qu'une évaluation était prévue ce jour-là et le 26 mars 2024 en lui faisant croire qu'il n'y avait pas contrôle alors qu'une évaluation était bel et bien prévue ce jour-là ;

Considérant que M. AAA précise dans ledit rapport que l'objectif de Messieurs XXX et YYY était de mettre leur camarade « dans une situation de stress et de l'énervé » en insistant sur leur farce, ce qui aurait entraîné une perte de moyens chez M. ZZZ qui leur aurait alors répondu : « ce n'est pas la première fois que vous essayez de m'énervé, vous faites tout pour que je loupe mon année » ;

Considérant qu'il convient de préciser que M. ZZZ est atteint de troubles du spectre de l'autisme ;

Considérant que devant la commission de discipline, l'intéressé reconnaît avoir connaissance des différences comportementales induites par le handicap dont est porteur son camarade mais nie toute intention de harceler moralement ce dernier, expliquant avoir simplement essayé de faciliter son intégration au sein de leur groupe de travaux dirigés à travers des blagues occasionnelles et mutuelles ;

Considérant que l'intéressé ajoute avoir voulu détendre l'atmosphère le 26 mars 2024, voyant M. ZZZ trembler compte tenu de son stress ;

Considérant que l'étudiant précise qu'il s'agissait de la première fois qu'une blague suscitait une telle réaction chez son camarade et qu'il comprend que M. AAA, enseignant vacataire qui ne connaît aucun des étudiants en question, ait pu mal interpréter la situation, ce dernier ne connaissant pas leur façon d'interagir l'un et l'autre ;

Considérant que l'intéressé nie cependant avoir prononcé les mots que M. AAA relate dans le rapport d'incident précité, à savoir : « Je ne comprends pas comment peut-on être comme toi. » ;

Considérant que l'étudiant soutient qu'il a encore des échanges occasionnels avec M. ZZZ à ce jour et que ce dernier n'a donné aucune suite aux questions adressées par Mme Isaure BOITEL, rapporteuse du dossier ;

Considérant que la section disciplinaire estime que les éléments probants permettant de qualifier les faits de harcèlement moral sont insuffisants ;



**PAR CES MOTIFS,**

**Article 1 :** La commission de discipline décide à l'unanimité de prononcer à l'encontre de **Monsieur XXX :**

**Une relaxe**

**Article 2 :** La présente décision sera notifiée à l'intéressé et adressée au Président de l'UPJV ainsi qu'au Recteur de Région académique.

**Fait à Amiens, le lundi 16 décembre 2024**

**La Présidente  
de la Commission de discipline**



**Marie-Françoise MELMOUX-MONTAUBIN**

**Le secrétaire de séance**



**Nicolas LEVIEUX**

*Voies et délais de recours*

*Si vous estimez que cette décision est irrégulière, vous pouvez former un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens, dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Le tribunal peut être saisi au moyen de l'application informatique télerecours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*